

Sommaire

Actualités du MMAISP

La réflexion pour l'élaboration du cadre stratégique lancée

L'Intelligent d'Abidjan - mercredi 18 septembre 2019

Raymonde Goudou Coffie : "Nous voulons mettre à la disposition de la Côte d'Ivoire un document de référence"

Le Patriote - mardi 17 septembre 2019

Raymonde Goudou lance le projet d'élaboration du cadre stratégique

Le Jour Plus - mardi 17 septembre 2019

Fonctionnaires

« La grève est absurde car Le DG a tout donné aux agents »

L'essor Ivoirien - mercredi 18 septembre 2019

Une plateforme des organisations et syndicats d'enseignants-chercheurs est née

Fraternité Matin - mercredi 18 septembre 2019

Politique

Le Président Alassane Ouattara est arrivé hier à Yamoussoukro

Fraternité Matin - mercredi 18 septembre 2019

Anne Ouloto échange avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne

Fraternité Matin - mercredi 18 septembre 2019

Les noms des 15 membres pourraient être connus aujourd'hui

Le Jour Plus - mercredi 18 septembre 2019

Le gouvernement prend acte

Le Jour Plus - mercredi 18 septembre 2019

Les révélations d'un membre de la direction du parti

Le Jour Plus - mercredi 18 septembre 2019

Modernisation de l'administration publique ivoirienne

La réflexion pour l'élaboration du cadre stratégique lancée



Photo de famille. (DR)

Le projet d'élaboration du Cadre Stratégique de Modernisation de l'Administration Publique (CSMAP) en Côte d'Ivoire, a été lancé le lundi 16 septembre 2019 à l'auditorium de la primature au plateau.

Le projet vise selon Raymonde Goudou Coffie, ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public à « doter la Côte d'Ivoire d'une Administration publique moderne, transparente, efficiente et orientée du citoyen ». À en croire la ministre, il s'agira de produire un document de référence permettant à l'État de Côte d'Ivoire de capitaliser sur les acquis et d'améliorer les indicateurs de gouvernance. « Pour les populations, cet outil de gouvernance permettra l'accès rapide à l'information adéquate, et la réduction des délais et des coûts pour la délivrance des documents administratifs », a-t-elle dit. La ministre a souhaité une implication forte de tous les ministères afin que le document final reflète la réalité. Elle a également indiqué que le lancement devrait permettre de disposer du document finalisé dans le délai requis, d'obtenir l'adoption dudit document par le Conseil des ministres, et de faire le plaidoyer auprès des autres partenaires pour le financement des plans sectoriels. Emmanuel Ahoutou, directeur de cabinet du premier ministre Amadou Gon Coulibaly a au nom de celui-ci dit l'importance que revêt pour le Gouvernement ivoirien cette cérémonie. Mamadou Sanogo, ministre de l'Économie numérique et de la Poste, a indiqué que l'usage du numérique est incontournable dans le projet de modernisation de l'administration ivoirienne. Jonas

Mfouatié, Représentant Résident par intérim du Pnud, structure partenaire au projet, a donné l'assurance du soutien du Pnud au Gouvernement ivoirien dans l'élaboration de la cartographie des programmes et projets de modernisation de l'État. Car selon lui, « l'une des conditions nécessaires au progrès et à la croissance, c'est une bonne administration ».

ERNEST F.

ELABORATION DU CADRE STRATÉGIQUE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Raymonde Goudou Coffie : "Nous voulons mettre à la disposition de la Côte d'Ivoire un document de référence"



La ministre Raymonde Goudou Coffie exhorte les ministères à fournir à temps les données pour la bonne élaboration de ce document stratégique

La Côte d'Ivoire a décidé de se doter d'une administration publique performante et efficiente, axée sur la satisfaction des usagers. Pour y parvenir, la ministre Raymonde Goudou Coffie, en charge de l'Administration et de l'Innovation du Service public a procédé, hier à l'auditorium de la Primature, au lancement du projet d'élaboration du Cadre stratégique de la modernisation de l'administration publique (CSMAP). Ce, en présence des représentants des différents ministères. L'objectif essentiel de ce cadre stratégique est de fédérer toutes les actions de modernisation au sein des administrations et institutions ivoiriennes selon un cadre de référence validé et consensuel. Le ministre Raymonde Goudou a exprimé sa reconnaissance au Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, pour avoir non seulement accepté de présider le démarrage de ce projet, mais aussi pesé de tout son poids pour son financement. « (...) Nous avons jugé opportun de mettre à la disposition de l'Etat de Côte d'Ivoire, un document de référence, aligné sur les documents nationaux tels que le Plan national de développement (Pnd) » a indiqué Dr Raymonde Goudou Coffie. Rappelant que les missions essentielles de son Ministère est de susciter, coordonner, participer à la mise en œuvre et de faire le suivi-évaluation de toutes les actions du gouvernement en matière de modernisation de

l'administration et d'innovation du service public. Elle s'est voulue également reconnaissante au Programme des Nations Unies pour le Développement (Pnud) pour son appui technique et financier à la réalisation de ce cadre stratégique. « L'objectif du gouvernement est de doter la Côte d'Ivoire d'une administration publique moderne, transparente, efficiente et orientée vers le citoyen. Ainsi ce document de référence permettra à l'Etat de capitaliser sur les acquis et d'améliorer les indicateurs de gouvernance » a-t-elle précisé. Soulignant que cet outil de gouvernance permettra l'accès rapide à l'information adéquate et la réduction des délais et des coûts pour la délivrance des documents administratifs. Pour que ce cadre stratégique intègre toutes les préoccupations, le ministre de la Modernisation de l'Administration a invité les différents ministères à fournir en temps réels les données et éléments nécessaires. Pour sa part, le ministre de l'Economie numérique et de la Poste, Mamadou Sanogo, a signifié qu'il ne peut y avoir modernisation de l'administration sans digitalisation des actes administratifs. C'est pourquoi, il a rassuré sur son soutien pour la réussite de ce projet. Quant au directeur de cabinet du Premier ministre, Ahoutou Koffi, il a invité tous les acteurs à s'y impliquer davantage pour une bonne élaboration de ce document. Le représentant résident par interim du Pnud, Jonas MFouaté, a également rassuré du soutien de cette agence onusienne à la réussite de ce projet.

ANZOU MANA CISSE



Modernisation de l'administration publique / L'auditorium de la Primature, sis au Plateau, a abrité hier, la cérémonie de lancement officiel de l'élaboration du cadre stratégique de modernisation de l'administration publique.

Raymonde Goudou lance le projet d'élaboration du cadre stratégique



Dr Raymonde Goudou a expliqué les enjeux du projet d'élaboration du cadre stratégique de modernisation de l'administration aux principaux acteurs intervenant dans le processus administratif.

adéquate et la réduction des délais et des coûts pour la délivrance des documents administratifs », a-telle expliqué aux principaux acteurs de l'administration intervenant dans le processus administratif. Et de poursuivre : « Il s'agit pour nous de disposer du document finalisé dans le délai requis, d'obtenir l'adoption dudit document par le Conseil des ministres et de faire le plaidoyer auprès des autres partenaires pour le financement des plans sectoriels».

ABOU ADAMS

Faciliter la vie aux citoyens en fédérant toutes les actions de modernisation au sein des administrations et institutions ivoiriennes selon un cadre de référence validé et consensuel. Tel est l'objectif recherché par le ministère de la Modernisation de l'administration et de l'innovation du service public à travers l'élaboration d'un cadre stratégique de modernisation de l'administration publique. Madame la ministre de la Modernisation de l'administration et de l'innovation du service public, Raymonde Goudou, a procédé au lancement de ce projet hier, en présence de plusieurs personnalités, dont le Directeur de cabinet de la Primature, représentant le Premier ministre Amadaou Gon Coulibaly, le ministre de l'Economie numérique et de la poste, Mamadou Sanogo, et le Représentant résidant par intérim du Programme des nations unies pour le développement (Pnud), Jonas M'fouatié. A l'en croire, face aux défis de la modernisation de l'administration, il s'avère opportun de mettre en œuvre un cadre commun. Qui sera la feuille de route de toutes les actions de modernisation dans l'administration ivoirienne. C'est pourquoi après sa prise de fonction en juillet 2018, elle a mis tout en œuvre pour que ce projet relatif à l'élaboration du cadre stratégique de la modernisation soit finalisé et opérationnel. « L'objectif du gouvernement est de doter la Côte d'Ivoire d'une administration publique moderne, transparente, efficiente et orientée citoyen. Ainsi, ce document de référence permettra à l'Etat de Côte d'Ivoire de capitaliser sur les acquis et d'améliorer les indicateurs de gouvernance. Pour les populations, cet outil de gouvernance permettra l'accès rapide à l'information

Impôts / Menaces de grève des syndicalistes / Une main occulte tire les ficelles / travailleurs et certains syndicalistes

« La grève est absurde car Le DG a tout donné aux agents »



Ouattara Sié Abou, Directeur Général des Impôts de Côte d'Ivoire.

Après l'excellent travail accompli à la tête de la direction générale des impôts au premier trimestre et même au premier semestre malgré un petit gap, parle le bilan des activités, que certains agents réunis au sein de la Fédération des Syndicats de la Direction générale des Impôts (FESY-DGI) envisagent un sabotage, un désordre afin de perturber l'élan dans lequel s'est inscrit le Directeur général au second semestre. Le DGI qui n'est pas un parvenu aux Impôts parce que connaissant bien toutes les rouages de la maison a tout donné aux agents afin de les encourager au dynamisme, car la santé de l'économie ivoirienne y va et bien plus l'exige. Voici qu'une main occulte, blottie derrière quelques agents tirent les ficelles selon des agents contactés par les soins de la rédaction de L'Essor Ivoirien. Fort heureusement, plusieurs agents ne sont pas dupes et considèrent que ce sont des hommes sans foi ni loi ; assoiffés du poste du Directeur général qui manipulent. Même si notre tentative de rencontrer le Directeur général dans le souci d'éclairer les lanternes n'a pas abouti à cause de l'indisponibilité du patron des Impôts ivoiriens, force est de dire que plusieurs agents trouvent paradoxale et incongrue cette grève à laquelle la fédération invite certains agents. **Une fédération sans arguments suffisants.** Alors qu'en est-il exactement pour qu'une grève vienne perturber la sérénité légendaire inculquée aux

agents par l'actuel Directeur général, dès sa prise de fonction ? La fédération, il faut le dire, a tenu une rencontre le lundi 16 septembre 2019 au site fiscal de Yopougon. Devant peu d'agents curieux, M. Koné Losseni, c'est de lui qu'il s'agit profite de ce premier jour de travail pour déconcentrer quelques agents. En tant que porte-parole des syndicats, l'agent Koné Losseni a annoncé à la surprise générale que la FESY-DGI mettra à exécution son projet de grève à partir de ce jour. La raison évoquée est selon lui, l'échec des discussions avec les autorités ministérielles et la Direction générale. A y voir de près, les responsables syndicaux sont sur le point de dérouler leur plan savamment préparé pour éjecter le Directeur Général Ouattara Sié Abou. Sinon en réalité, selon des agents, rien ne fonde véritablement cette grève car le Directeur général des Impôts a toujours écouté les agents afin de trouver des solutions idoines à leurs préoccupations. "Le Directeur Général fait des efforts colossaux pour nous encourager au travail parce qu'il souhaite que les Impôts contribuent à l'émergence de notre jeune économie devenue dynamique ces dernières années. Une telle grève qui se prépare n'a aucun sens", fait remarquer A.B., agent en poste à Cocody. Le ministre de tutelle quant à lui, à l'image de toute l'administration du gouvernement Amadou Gon a toujours privilégié le dialogue. Il faut l'avouer, plusieurs agents qualifient cette manœuvre de machiavélique qui n'est pas partagée par la majorité des agents des Impôts.

L'actuel Directeur général des impôts a consenti beaucoup d'efforts, témoignent des agents. Plusieurs agents trouvent peu recommandable cette décision de mettre les agents en grève. Ils pensent que l'actuel Directeur Général est bien l'homme de la situation. "C'est un Grand travailleur, un technocrate et ouvert au dialogue. M. Ouattara Sié Abou, de ses trente ans passés à la DGI, mérite le respect et l'admiration", fait remarquer un syndicaliste hostile à cette fameuse grève derrière laquelle il voit également une main obscure. "Ce n'est pas de cette manière que certains cadres ambitionnant occuper les fonctions de directeur général doivent procéder. C'est par le travail que le président Alassane Ouattara décide et nomme ses collaborateurs. Une grève ne saurait donc déstabiliser ce travailleur valeureux", fait remarquer ce syndicaliste qui annonce également une réunion pour apporter son soutien au ministre de tutelle et au directeur général des impôts qui consacrent beaucoup de leur énergie à l'amélioration des conditions de vie et de travail des agents des impôts. Le Directeur général pour montrer son indéfectible attachement au dialogue a créé un cadre

Une main occulte tire les ficèles

L'actuel Directeur général des impôts a consenti beaucoup d'efforts, témoignent des agents



Directeur général qui nous font ce témoignage. Ils disent être plus tôt préoccupés par le défi de la réalisation des objectifs de recette. La grève annoncée par la FESY-DGI n'intéresse pas les agents des Impôts qui soutiennent mordicus que leurs responsables syndicaux sont en mission pour bloquer l'administration fiscale et susciter l'ire des autorités. Sinon, ils sont tous avec leur Directeur général. Après notre rencontre avec ces agents, notre rédaction n'a pas le choix. Elle ira à la rencontre de la fédération et la Direction générale elle-même pour éclairer davantage les lanternes des Ivoiriens. Surtout que des contribuables ont toujours les oreilles grandement ouvertes lorsqu'il s'agit de bruits chez leur partenaire. Tout compte fait, l'administration Ouattara est l'une des administrations ouverte au dialogue que la Côte d'Ivoire n'ait jamais connue.

ROMARIC SAKO

permanent de concertation (CPC) avec les syndicats où chaque mois des rencontres sont tenues, à en croire le syndicaliste hostile à la grève, M. Losseni. Toujours selon notre interlocuteur, la revalorisation des ressources des agents a été l'une des préoccupations majeures du Directeur général. Non sans faire remarquer que l'amélioration des conditions de travail de ses collaborateurs n'a jamais fait défaut. On peut citer pêle-mêle la dotation en véhicules ; l'équipement en matériels de bureau et informatiques ; la programmation d'opérations immobilières ; la réhabilitation des sites fiscaux ; la construction de nouveaux centres des Impôts. Toutes ces actions ont été réalisées sous l'ère Ouattara Sié Abou indique notre interlocuteur. "Le syndicalisme se fait avec réalisme. Les syndicalistes qui sont aveugles et qui refusent de reconnaître tous ces efforts ne sont pas sincères. Il va falloir qu'ils soient sincères dans leurs échanges avec la Direction générale", pose-t-il. C'est pourquoi une cabale contre le directeur général et le ministre ne passera pas selon lui.

Le Dialogue vu comme une priorité du Directeur général. Depuis longtemps, des rencontres ont eu lieu avec la Direction générale et le Ministère du Budget. A l'issue des échanges avec le Directeur général, des points d'accord ont été obtenus et des points de désaccord relevés. Pour formaliser les points de divergence et les points de satisfaction, un protocole devrait être signé hier mardi 17 septembre 2019, mais contre toute attente, les syndicalistes vont briller par leur absence. Malgré ce volteface spectaculaire de Koné Losseni et ses amis, une rencontre est encore prévue ce mercredi 18 septembre 2019 et avec la Direction générale. C'est cette date que la FESY-DGI a choisie pour entrer en grève. Tout cela dénote la mauvaise foi des dirigeants syndicaux indique un autre interlocuteur rencontré à la Direction de Yopougon. Pour lui, le dessein inavoué est clair et sans équivoque : La grève est soutenue par une main manipulatrice. Parce qu'elle est absurde étant donné qu'en un mois, les syndicalistes ont été reçus par le Ministre du Budget à deux reprises. Les 05 juillet et 05 août 2019. A l'issue de ces rencontres, le Ministre les a rassurés sur une suite à donner au plus tard le 30 septembre 2019. Comme on le voit, les responsables syndicaux jouent au cache-cache avec les autorités et la Direction générale. Ils refusent la main tendue du Directeur général pour des raisons ignorées. Ils revendiquent une augmentation de leur prime trimestrielle et l'institution d'une autre semestrielle au moment où les objectifs du dernier semestre ont connu un gap de plus de trois milliards. Ce sont des agents gonflés à bloc derrière le



Universités et grandes écoles / Les enseignants-chercheurs ont désormais un seul instrument pour défendre leurs droits.

Une plateforme des organisations et syndicats d'enseignants-chercheurs est née



Langui Konan Roger, secrétaire général de l'Unaref (2^e à partir de la gauche) et la Posec-CI entendent œuvrer au bien-être de leurs membres. (PHOTO : JOSÉPHINE KOUADIO).

Les enseignants-chercheurs ne veulent plus se faire entendre à travers une pluralité de voix. Ils envisagent, au contraire, de s'exprimer d'une seule et même voix lors des rencontres avec les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Mais également, par ce procédé, ils espèrent demeurer la locomotive de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans l'ensemble du système éducation-formation. Pour cela, ils ont créé une plateforme des organisations et syndicats d'enseignants-chercheurs et chercheurs de Côte d'Ivoire (Posec-ci). Elle a été présentée hier à la presse au siège de l'union syndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche (unesur). son but, selon les membres fondateurs, est d'œuvrer pour le bien-être de la corporation et pour le bon fonctionnement des universités, grandes écoles, instituts et centres de recherche publics. Elle est composée de six organisations : le syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur (synares), l'union syndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche (unesur); la Coordination nationale des enseignants du supérieur et des chercheurs de Côte d'Ivoire (Cenec) (ndlr : 1 et 2); le syndicat libre des enseignants-chercheurs et chercheurs (sylec), le Collectif des enseignants-chercheurs et chercheurs (Codec) et l'union nationale des acteurs de recherche, d'éducation et de formation (unaref). son mot d'ordre, selon Langui Konan roger, secrétaire général de l'unaref, est : détermination et mobilisation. « Dans la mutualisation de nos expériences et pratiques, nous nous mobiliserons dans l'unité d'action, pour proposer des solutions alternatives à la politique

inappropriée qui nous est aujourd'hui imposée », a souligné Langui Konan roger, en indiquant que les défis sont tellement grands que seule une organisation forte et dynamique leur permettra d'y arriver. Les moyens de revendication sont la négociation, au travers d'un dialogue constructif avec les pouvoirs publics. tous les moyens légaux seront également utilisés pour satisfaire aux revendications de la corporation qui sont de trois ordres : la gouvernance et le cadre managérial des universités, grandes écoles, instituts et centres de recherche publics. Il est aussi question « des libertés qu'il faille nécessairement reconquérir pour veiller au respect des franchises universitaires afin de garantir la libre expression de la pensée et des opinions individuelles et collectives ». La troisième revendication est relative aux mauvaises conditions de vie et de travail des enseignants-chercheurs et chercheurs, qui impactent négativement la qualité de la recherche et de la formation. Langui Konan roger a indiqué que les gouvernements successifs refusent de transférer aux conseils des universités, grandes écoles, instituts et centres de recherches publics, le soin de gérer par eux-mêmes, les fonds alloués aux investissements dans leurs structures. «La non normalisation des années universitaires ne permet pas une bonne cotation de nos diplômes, quand bien même les enseignants-chercheurs et chercheurs en Côte d'Ivoire enregistrent les meilleurs résultats lors des concours de promotion du Cames », a-t-il par ailleurs souligné. En rappelant que les institutions universitaires publiques ivoiriennes qui ne sont pas classables ne figurent pas dans le top 200 des meilleures universités africaines, en dépit des expertises et prestations qu'offrent ses enseignants-chercheurs dans un grand nombre de ces universités.

MARIE-ADÈLE DJIDJÉ

Activités gouvernementales / Conseil des ministres et lancement de travaux au programme du Chef de l'État

Le Président Alassane Ouattara est arrivé hier à Yamoussoukro



Le Chef de l'État Alassane Ouattara avait présidé le Conseil des ministres du 24 avril dernier, dans la capitale politique. (PHOTOS D'ARCHIVES)

d'améliorer la qualité de vie de tous et de faciliter les activités économiques. Outre le Conseil des ministres, Alassane Ouattara procédera au lancement des travaux de bitumage de la capitale. C'est un Yamoussoukro nouveau que nous verrons dans les prochains mois.

ETIENNE ABOUA

Le Chef de l'État, Alassane Ouattara, préside aujourd'hui le traditionnel Conseil des ministres qui se tient à Yamoussoukro, la capitale politique de la Côte d'Ivoire. C'est le véritable premier Conseil des ministres du gouvernement du 4 septembre. Après les congés gouvernementaux, le Président de la République a procédé à la formation d'un nouveau gouvernement pour accélérer le développement en Côte d'Ivoire. Cette équipe commando doit, au pas de course, atteindre les objectifs contenus dans le programme social du gouvernement lancé en janvier. Il faut donc s'attendre, comme il est de coutume depuis que le Président Ouattara est au pouvoir, à de grandes décisions pour l'amélioration des conditions de vie des Ivoiriens et de tous ceux qui habitent la Côte d'Ivoire. Ce n'est pas le premier Conseil des ministres de l'année à Yamoussoukro. En avril, le Chef de l'État et les membres du gouvernement s'étaient déjà retrouvés dans la capitale politique. On se souvient que de nombreuses décisions avaient été prises pour pousser les frontières du développement. Le ministre de la Communication et des Médias, Sidi Touré, avait annoncé des ratifications d'accord avec la Banque africaine de développement et le Fonds africain de développement pour la construction de routes, de désenclavement des zones frontalières. La phase 1 de ce projet concerne la section Bondoukou-Soko-frontière du Ghana. En avril, le porte-parole du gouvernement avait aussi annoncé un autre décret de ratification d'accord entre la Côte d'Ivoire et la Bad pour le financement du projet d'amélioration de l'accès à l'électricité en milieu rural dans trois districts du nord (districts des Savanes, du Woroba et du Zanzan). Ce projet couvre 426 localités. Il permettra d'installer 2027 km de lignes électriques aériennes, d'effectuer 23 549 branchements et de poser 22 960 foyers d'éclairage public. Au cours de ce Conseil des ministres d'avril, il avait également été question du financement du projet de transport urbain d'Abidjan. On retrouve dans ce projet la réalisation du pont Yopougon-Plateau et la libération des emprises de ce pont ainsi que l'aménagement de voies structurantes pour renforcer les fonctions urbaines du district d'Abidjan. Il s'agit ici



Situation politique

Anne Ouloto échange avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne



La ministre et l'ambassadeur de la Grande-Bretagne, Josephine Gauld.

pour le compte du Rhdp, dont le président est le Chef de l'État, Alassane Ouattara et le président du directoire, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Les deux personnalités se sont engagées à se retrouver pour des consultations dont l'objectif viserait à enrichir encore plus la coopération ivoiro-britannique.

SAINT-TRA BI

Anne Désirée Ouloto, directeur exécutif adjoint en charge des relations extérieures (Dea-Re) du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp), a échangé, hier, avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne auprès de la République de Côte d'Ivoire, Josephine Gauld. Au cours de cet entretien, dans les locaux de l'ambassade britannique à Cocody, plusieurs points ont été abordés par les deux personnalités. Au nombre de ceux-ci, la situation sociopolitique du pays. En effet, la Côte d'Ivoire se prépare à aller aux élections en 2020. Les états-majors de la formation politique au pouvoir sont en ordre de bataille pour investir le terrain. L'opposition donne aussi de la voix pour mobiliser ses militants. C'est pour certainement éviter une crispation du climat social et politique que la diplomate britannique s'est entretenue avec Anne Désirée Ouloto, haut cadre du Rhdp. Les sujets relatifs à la reprise du dialogue politique pour la nouvelle Commission électorale indépendante (CeI) ont également meublé les discussions. Dans la perspective des échéances électorales à venir, relevons-le, l'institution en charge d'organiser les élections en Côte d'Ivoire a été réformée. Le projet de loi a même été voté par les deux Chambres du Parlement, avant d'être promulgué par le Chef de l'Etat, Alassane Ouattara. Le PdcI-Rda et des formations politiques de l'opposition avaient boycotté les rencontres ayant abouti à la reconstitution de la CeI. Mais dans le souci de faire l'unanimité autour de cette institution, le gouvernement avait engagé à nouveau des discussions avec ces partis politiques contestataires. Anne Ouloto a donc profité de cette consultation pour assurer Josephine Gauld de l'engagement des autorités ivoiriennes, notamment du Président de la République, à continuer d'œuvrer à assurer un climat de quiétude aux populations. Anne Ouloto, par ce genre de rencontres, entend ainsi créer une plateforme de proximité avec l'ensemble des acteurs internationaux

Commission électorale indépendante / Il y aura ce matin à l'hôtel président de Yamoussoukro le traditionnel conseil des ministres.

Les noms des 15 membres pourraient être connus aujourd'hui



Les nouveaux locataires de la résidence d'Angoa Koffi connus certainement aujourd'hui.

que nous avons les élections en 2020 et on ne va pas continuer de discuter", a dit Alassane Ouattara, dans une interview diffusée au JT de 20H de la télévision nationale (Rti), la veille du 59e anniversaire de l'indépendance du pays.

Y. COULIBALY

Le conseil des ministres de ce mercredi matin à l'hôtel président dévoilera certainement la liste des nouveaux membres de la Commission électorale indépendante (Cei). Parmi les noms qui circulent comme futurs membres de cette institution en charge des élections, ceux des militants de partis de l'opposition dont le Front populaire ivoirien (Fpi) et de la société civile. Cette nouvelle Cei est composée d'un représentant du chef de l'État, d'un autre du ministère de l'Intérieur, d'un du Conseil national de la magistrature, de six représentants de la société civile dont un avocat membre du Barreau, un représentant de la commission nationale des droits de l'homme, de quatre d'Ong, de trois du parti au pouvoir et trois pour les partis de l'opposition. Soit un total de 15 membres, contre 17 actuellement. Si la liste des 15 nouveaux membres est communiquée, c'est un grand pas vers l'organisation de l'élection présidentielle de 2020. Le projet de loi portant réforme de la Cei avait été pris en conseil des ministres. Il a été voté par les députés puis les sénateurs et promulgué par le chef de l'Etat, conformément à la nouvelle constitution. Le président de la République avait longtemps exprimé son impatience quant à la mise en place de cette structure indépendante. « Je vais promulguer la loi aujourd'hui parce que tout le processus est bouclé. Les uns et les autres désigneront leurs représentants et ils vont se mettre au travail parce

Cpi/ Après l'appel de Bensouda dans l'affaire Gbagbo-Blé Goudé

Le gouvernement prend acte



**Mamadou Touré, porte-parole adjoint
du gouvernement.**

procédure. Elle a demandé en conséquence l'annulation des acquittements prononcés en faveur de l'ex-chef d'État et de son compagnon de lutte.

Mamadou Touré, ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, porte-parole adjoint du gouvernement et du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp), ne veut pas ajouter un commentaire à la décision de la procureure, de la Cour pénale internationale (Cpi) Fatou Bensouda dans "l'affaire Gbagbo - Blé Goudé". Dans une courte correspondance dont nous avons reçu copie, le porte-voix en second du parti au pouvoir a indiqué prendre acte de la décision de la procureure, avant de souligner que leur objectif reste l'élection de 2020 : « Nous prenons note de cet appel et nous nous refusons à tout commentaire. Quelle que soit la décision de la Cpi, nous restons focalisés sur la préparation de l'élection de 2020 et la défense de notre bilan », a dit Mamadou Touré. Rappelons que Fatou Bensouda a décidé lundi 16 septembre 2019, dans une note adressée aux 5 juges de la chambre d'Appel de la Cpi, d'interjeter appel de la décision d'acquiescement de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé. La chef du parquet a dénoncé des vices de



Présidentielle 2020/ L'alliance Fpi-Rhdp sur la table des négociations / Affi remonté attend Bédié

Les révélations d'un membre de la direction du parti

Présidentielle 2020

Affi et le Fpi prêts à s'allier au Rhdp !

● Les confidences d'un membre de la direction du parti

● Colère noire de l'ancien Premier ministre contre Bédié



Situation sociopolitique
Le sénateur Paulin

Les relations entre le PdcI d'Henri Konan Bédié, 85 ans, et Pascal Affi N'Guessan, 66 ans, président du Fpi, se sont dégradées à mesure que le premier songe à contracter d'autres amitiés.

Les deux dernières activités (conférence de presse, le 10 septembre et le meeting du parc des Sports de Treichville, le samedi 14 septembre 2019) de la Coalition pour la démocratie, la réconciliation et la paix (Cdrp), la nouvelle plateforme mise en place par Bédié continuent de susciter colère et indignation au Front populaire ivoirien(Fpi). Pascal Affi N'guessan et son équipe se sentant trahis par Henri Konan Bédié veulent donner une réponse à la mesure de la frustration au "Bouddha de Daoukro". L'ancien Premier ministre ivoirien, Pascal Affi N'guessan, a livré dimanche 15 septembre 2019 sur son compte twitter son opinion sur cette alliance qui a été mis sur pied et dans laquelle, il ne figure pas. Le député de Bongouanou pense que cette alliance ne saurait donner aux Ivoiriens les attentes escomptées. Car ayant pour vocation de permettre à des leaders politiques de se repositionner sur l'échiquier politique nationale. Ce qui fait dire au président légal du Front populaire ivoirien que cette alliance est fondée sur « l'illégalité » et le « mensonge ». L'ancien Premier ministre de Laurent Gbagbo : « L'alliance telle qu'elle est en train de se dessiner, ne vise pas la refondation de la Côte d'Ivoire mais a pour objectif de permettre à des leaders politiques de se repositionner sur l'échiquier politique ». Et Affi N'guessan de poursuivre: «c'est pourquoi elle, (l'alliance) est fondée sur l'illégalité, le mensonge, la dissidence et la duplicité ». Cette colère a gagné presque tout le monde au parti bleu. Jean Bonin Kouadio, secrétaire général adjoint, chargé de la communication du Fpi, a confié dans un échange sur sa page facebook ceci : « Il peut y avoir une alliance Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (Rhdp)- Fpi. C'est une alliance qui va gagner à coup sûr ». Pour le fils de Dimbokro « Quand quelqu'un laisse,

quelqu'un prend », pour dire qu'ils ne resteront pas là à errer. Un membre de la direction du Fpi joint, hier au téléphone, n'a pas pu contenir sa colère. Interrogée sur une probable alliance Fpi-Rhdp pour l'élection de 2020, notre interlocutrice a dit : « Ils se sont alliés à Bédié pour faire du mal à Affi. Affi aussi va s'allier au Rhdp pour faire tomber. A la guerre comme à la guerre. Nous irons à la présidentielle. Si nous n'arrivons pas à passer le premier tour nous allons soutenir qui nous voulons. Nous pouvons soutenir le parti au pouvoir », a-t-elle craché. La proche collaboratrice du président Affi qui a insisté à garder l'anonymat a indiqué : « Le président Affi va rencontrer le Président Bédié dès son retour au pays. Ils auront un échange. Il faudrait que le président Bédié nous dise qu'est-ce qui s'est passé pour que nous assistions à tout ça. Après nous aviserons. N'oubliez pas le Fpi (Ndlr celle dirigée par Affi) a été le premier dans cette affaire avec Bédié ». Rappelons que le mardi 10 septembre 2019, Brahim Kamagaté, le secrétaire exécutif du PdcI-Rda, chargé de la Jeunesse, a déclaré reconnaître Laurent Gbagbo comme le président du Fpi, tournant ainsi le dos à Pascal Affi N'guessan.

Y. COULIBALY